



Déclaration FSU au C.T.P.D. du Jeudi 8 Septembre 2011

Alors que l'opinion publique s'inquiète des suppressions massives de postes d'enseignants dans l'Éducation Nationale, que les parents d'élèves, les élèves et les personnels en constatent les conséquences concrètes dans les établissements et dans les classes et que les médias foisonnent d'exemples de dysfonctionnements (dans une école, les élèves peuvent entrer dans la salle de classe mais pas leurs cartables, faute de place..., un village se paye sa propre maîtresse d'école..., des centaines de lycéens n'ont toujours pas obtenu d'affectation...), comme le refrain d'un vieux disque tout de même un peu rayé, le Ministre de l'Éducation Nationale annonce, comme les années précédentes, une « rentrée qui se passe bien sur le plan administratif et technique »...

Dans le monde merveilleux de Monsieur Chatel, les classes de plus en plus chargées qui dégradent inévitablement les conditions d'études et d'apprentissages des élèves, les inégalités qui se creusent, l'inquiétude voire la colère des parents face à un service public d'éducation qui ne répond plus à leurs attentes, le mal-être des enseignants qui ne reconnaissent plus l'École de la République, qui ne se reconnaissent plus dans le métier qu'on leur demande d'exercer..., tout cela n'existe pas !

Au contraire, assure-t-il, fi de la question des moyens, il faut « miser sur le qualitatif » et que personne ne doute un seul instant qu'avec 40 000 élèves de plus et 4 800 enseignants de moins dans le second degré les collèges et les lycées pourront aisément « garantir un cadre propice au travail et à la réussite de chacun », « favoriser l'apprentissage des langues vivantes », « intensifier la lutte contre le décrochage » ... et autres promesses bien démagogiques pour qui n'a sans doute jamais été confronté à la réalité d'une classe, à la complexité du métier d'enseignant...

Et de retour d'un voyage fort opportun au pays du Père Noël, notre bon Ministre n'a pas manqué de ramener des cadeaux pleins sa hotte, autant de recettes miracles pour faire réussir les élèves avec moins de moyens, qui « marchent » ailleurs, « pourquoi pas chez nous, ma bonne dame ? »... et des paquets joliment enrubannés sortent « la personnalisation des parcours », « les parcours scolaires adaptés à chaque élève », « la diversification des parcours au collège » avec la mise en place d'une évaluation et d'une orientation en fin de 5^e, d'une alternance dès la 4^e et d'une 3^e « prépa-pro »..., « le développement de l'apprentissage », « l'école du socle commun », « l'autonomie des établissements », « le recrutement des enseignants », « la question pas taboue du tout de leur statut »... ou comment mieux trier les élèves le plus précocement possible..., réduire l'engagement de l'État dans une École obligatoire de 6 à 16 ans, n'assurant à tous les élèves que « la maîtrise des savoirs fondamentaux » et un socle commun minimaliste..., introduire le libéralisme à l'École..., qui faciliteront sans doute l'objectif seulement quantitatif non avoué mais déjà programmé...

Dans notre département comme partout ailleurs, les suppressions de postes génèrent, en cette rentrée, des classes de plus en plus chargées, derrière les fameuses moyennes se trouvent de plus en plus de classes de 27/28 voire 30 dans certaines écoles, de 25 dans les collèges RRS/ECLAIR, 28/29 voire 30 dans les collèges « ordinaires », 35/36 en classes de Seconde dans les lycées, les dotations de plus en plus contraintes génèrent des réductions voire des suppressions d'heures d'enseignement (avec les IDD considérés comme « marge d'autonomie »..., les élèves de 5^e et de 4^e ont effectivement perdu 2h hebdomadaires d'enseignement !), les fumeuses expérimentations, permises par l'article 34 de la Loi Fillon, se multiplient par l'espoir qu'elles suscitent de récupérer quelques moyens..., le programme ECLAIR installe la déréglementation, l'école du socle commun, le maître d'école et le « maître de collège », la mise en place de la réforme des lycées entraîne des regroupements bien peu pédagogiques d'élèves par exemple qui préparent l'épreuve anticipée d'Histoire-Géographie et d'autres qui ne passeront l'épreuve qu'en Terminale...

Sans grand fracas, notre service public d'éducation vole bel et bien en éclats, faisant le lit d'une École multiforme et « multi fond », ségrégative, inégalitaire, aux parcours de « réussite » prédéterminés...

Considérant que l'austérité de mise actuellement est une véritable erreur politique, que l'Éducation Nationale, la formation des jeunes ne peuvent être ainsi négligées, bafouées et volontairement dégradées mais au contraire être LA priorité de l'État, que des réformes ambitieuses sortant de la seule logique comptable et avec un investissement à hauteur des enjeux sont urgentes et nécessaires, la FSU, avec les fédérations de l'Éducation de la FERC-CGT, UNSA éducation et SGEN-CFDT appellent le Mardi 27 Septembre l'ensemble des personnels et des usagers à dénoncer la politique éducative menée depuis quelques années par ce gouvernement et à « peser » pour que d'autres pistes, d'autres réformes soient explorées dans l'intérêt de **tous** nos élèves, pour l'avenir de notre pays.